

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 31/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OSIRIS GIE

Rue Gaston Monmousseau
Plateforme chimique de Roussillon
38150 Roussillon

Références : 2025_Is67SPF
Code AIOT : 0006105221

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement OSIRIS GIE implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Roussillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OSIRIS GIE
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Roussillon
- Code AIOT : 0006105221
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GIE OSIRIS est un gestionnaire de services et d'infrastructures mutualisés de la plateforme chimique des Roches-Roussillon. Une charte HSE, signée par les différents partenaires de la plateforme des Roches-Roussillon, définit les responsabilités de chacun en matière d'hygiène, sécurité et environnement. Les services proposés par OSIRIS auprès des entreprises de la plateforme sont obligatoires (sécurité dont défense incendie, sûreté et environnement, santé au travail, énergie et utilités, trafic fer et route...) ou optionnels (contrôles analytiques, maintenance, informatique...). En terme d'installations, le GIE OSIRIS possède entre autre des chaudières et une station d'épuration.

Sur le plan administratif, le site est classé à autorisation pour plusieurs de ces activités :

- déchargement et chargement de liquides inflammables sur la station Trèfle,
- présence de déchets dangereux,
- présence d'une station d'épuration et d'installations de traitement des déchets,
- présence d'installations de combustion...

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les émissions dans l'air par les chaudières ;
- les rejets aqueux dans le Rhône liés aux rejets industriels ou en cas d'incident.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Détection (gaz, pression) : mise en sécurité automatique - chaudière n°2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59-II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	VLE air	Arrêté Préfectoral du 22/04/2022, article Article 5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	VLE air	Arrêté Préfectoral du 22/04/2022, article Article 5	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Démantèlement des chaudières	Arrêté Préfectoral du 22/04/2022, article Article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection gaz et mise en sécurité -	Arrêté Ministériel du 03/08/2018,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	chaudière n°2	article 59-III		
3	Détection (contrôle flamme) : mise en sécurité automatique - chaudière n°2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Dispositif de coupure de l'alimentation (vannes)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	VLE air	Arrêté Préfectoral du 22/04/2022, article Article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'Inspection des Installations Classées formule 4 demandes d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection gaz et mise en sécurité - chaudière n°2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59-III
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 56 du présent arrêté. Des étalonnages sont régulièrement effectués.</p> <p>Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 56 du présent arrêté.</p> <p>Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p>
Constats : <p>Pour rappel, lors de l'inspection menée le 13 juin 2023, il avait été constaté que la chaudière n°2 nécessitait une mise en conformité vis-à-vis des nouvelles prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 sur les sujets de :</p> <ul style="list-style-type: none">• la réalisation d'un plan des détecteurs de gaz ;• la mise en place du seuil de mise en sécurité de l'installation dès la détection d'un dépassement du seuil de 30% de la LIE ;• la réalisation périodique d'étalonnages des détecteurs. <p>Le plan des détecteurs de gaz a été vu en inspection. Deux détecteurs de gaz sont situés près des deux brûleurs de la chaudière. C'est satisfaisant.</p> <p>L'exploitant a déclaré que l'arrêt de l'alimentation en gaz de la chaudière se déclenche quand il est détecté une concentration en gaz supérieure à 30 % de la LIE. La matrice de sécurité de la chaudière n°2 a été vue en inspection, ainsi que les niveaux d'asservissement en salle de contrôle : le niveau haut est bien enclenché à 30 % de la LIE. C'est satisfaisant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection (gaz, pression) : mise en sécurité automatique - chaudière n°2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59-II
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a.</p> <p>Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un dispositif de baisse de pression (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection menée le 13 juin 2023, il avait été demandé à l'exploitant l'action corrective suivante :</p> <p><u>Demande d'action corrective n°4</u> : L'exploitant devra réaliser l'asservissement de la mise en sécurité de la chaudière n°2 à la détection gaz et à la baisse de pression pour les 2 vannes de coupure redondantes. La chaîne de sécurité devra être testée périodiquement.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les deux vannes en série et redondantes sur l'alimentation générale en gaz sont asservies à la baisse de pression, cela a été vérifié en salle de contrôle. En ce qui concerne l'asservissement à la détection gaz, l'Inspection a constaté que, le réseau d'alimentation général se sépare en deux et, sur chaque branche menant aux brûleurs se trouvent 2 vannes en série asservies à la détection de gaz.</p> <p>En conclusion, une baisse de pression enclenche la fermeture de l'alimentation générale en gaz de la chaudière et la détection gaz provoque l'arrêt de l'alimentation en gaz de la branche du brûleur concerné. C'est conforme.</p> <p>De plus, le dernier rapport du test de la chaîne de coupure date de 2022 alors qu'il est indiqué que celui-ci est valable 18 mois. Cette situation n'est pas conforme.</p> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">• D'asservir les 2 vannes de l'alimentation en combustible gazeux à des capteurs de détection de gaz ;• De réaliser les tests périodiques de toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz).
Observations : <p><u>Demande d'action corrective n°1</u> : La chaîne de sécurité devra être testée périodiquement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Détection (contrôle flamme) : mise en sécurité automatique - chaudière n°2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de maîtriser leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.</p> <p>II. Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme ou un contrôle de température. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.</p> <p>Lorsqu'il apparaît une impossibilité de mettre en place un tel asservissement, une dérogation peut être accordée, après avis du CODERST, par le préfet sur la base d'un dossier argumenté de l'exploitant. Ce dossier comporte au minimum une analyse de risques, une justification de l'impossibilité de mise en place de l'asservissement ainsi que les mesures compensatoires que l'exploitant se propose de mettre en place. Une analyse des éléments de ce dossier, effectuée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration, peut être demandée, aux frais de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection menée le 13 juin 2023, il avait été demandé à l'exploitant l'action corrective suivante :</p> <p><u>Demande d'action corrective n°5</u> : L'exploitant devra mettre en place l'asservissement de ses organes de protection au dispositif de contrôle de flamme de la chaudière n°2.</p> <p>Il a été observé sur les plans et sur le terrain que la chaudière n°2 possède bien 3 détecteurs de flamme par brûleur. Le défaut de présence d'une flamme enclenche l'arrêt de l'alimentation en combustible de la branche du brûleur associé via la fermeture de 2 vannes.</p> <p>C'est satisfaisant, cette non-conformité est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositif de coupure de l'alimentation (vannes)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63-II
Thème(s) : Risques accidentels, Action Régionale 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;• à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. <p>Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection menée le 13 juin 2023, il avait été demandé à l'exploitant l'action corrective suivante :</p> <p><u>Demande d'action corrective n°6 :</u> Le sens de fermeture et l'état de chaque vanne doivent être facilement identifiables.</p> <p>Il a été constaté sur site que le dispositif de coupure manuelle placé à l'extérieur des bâtiments de la chaudière n°1 comporte bien une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>Cette non-conformité est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2022, article Article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Installation de combustion 1 - Chaudière 1 fonctionnant au gaz naturel

Prescription contrôlée :

Paramètres	Concentration maximale (mg/Nm³)	Flux maximal (kg/j)	Fréquence de surveillance
Débit	Débit nominal : 30 000 Nm³/h	Débit maximal : 50 000 Nm³/h	Continue
O2			Continue
Pression			Continue
Température			Continue
Humidité			Continue
NOx	Moyenne journalière : 110 Moyenne mensuelle ou mesure périodique : 100 Moyenne annuelle : 100	120	Continue
CO	Moyenne journalière : 44 Moyenne mensuelle ou mesure périodique : 40 Moyenne annuelle : 40	24	Continue
SO2	Moyenne journalière : 11 Moyenne mensuelle ou mesure périodique : 10 Moyenne annuelle : 10	12	Continue
Poussières	Moyenne journalière : 6 Moyenne mensuelle ou mesure périodique : 5	6	Évaluation en permanence

Les valeurs prescrites s'entendent à 3% d'O2.

Constats :

Les résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques liés à la chaudière n°1 ont été vus en inspection. La chaudière ayant été à l'arrêt en décembre, les résultats de janvier 2025 ont été vus (5 jours de fonctionnement).

L'Inspection constate que toutes les mesures sont conformes mais que l'humidité n'est pas mesurée. **L'exploitant devra réaliser cette mesure lors de ses prochaines campagnes.**

Observations :
Demande d'action corrective n°2 : L'exploitant mesure le taux d'humidité lors de ses campagnes de mesures de ses rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : VLE air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2022, article Article 5			
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de combustion 3 - Chaudière 6 fonctionnant au charbon			
Prescription contrôlée :			
Paramètres	Concentration maximale (mg/Nm³)	Flux maximal (kg/j)	Fréquence de surveillance
Débit	Débit nominal : 60 000 Nm³/h	Débit maximal : 80 000 Nm³/h	Continue
O2			Continue
Pression			Continue
Température			Continue
Humidité			Continue
NOx	Moyenne journalière : 495 Moyenne mensuelle ou mesure périodique : 450 Moyenne annuelle : 450	900	Continue
CO	Moyenne journalière : 220 Moyenne mensuelle ou mesure périodique : 200 Moyenne annuelle : 200	380	Continue
SO2	Moyenne journalière : 1210 Moyenne mensuelle ou mesure périodique : 1110 Moyenne annuelle : 1110	2100	Continue

Poussières	Moyenne journalière : 55 Moyenne mensuelle ou mesure périodique : 50 50	95	Évaluation en permanence
Autres paramètres	Voir annexe 1	Voir annexe 1	Annuelle

Constats :

Sur la chaudière n°3 fonctionnant au charbon, l'exploitant a indiqué que cette chaudière n'est plus utilisée depuis fin 2022 et une réutilisation de cette chaudière ne se ferait qu'avec une autorisation préalable et un changement de combustible. Il ne réalise donc pas de mesures de ses rejets.

Les prescriptions sur cette chaudière ne sont donc plus pertinentes, elles peuvent être abrogées dans un futur arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VLE air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2022, article Article 5			
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de combustion 2 - Chaudière 2 fonctionnant au gaz naturel			
Prescription contrôlée :			
Paramètres	Concentration maximale (mg/Nm³)	Flux maximal (kg/j)	Fréquence de surveillance
Débit	Débit nominal : 25 000 Nm³/h	Débit maximal : 45 000 Nm³/h	Continue
O2			Continue
Pression			Continue
Température			Continue
Humidité			Continue
NOx	Moyenne journalière : 66 Moyenne mensuelle ou mesure périodique : 60 Moyenne annuelle : 60	70	Continue

CO	Moyenne journalière : 16,5 Moyenne mensuelle ou mesure périodique : 15 Moyenne annuelle : 15	18	Continue
SO2	Moyenne journalière : 38,5 Moyenne mensuelle : 35	40	Semestrielle et estimation journalière
Poussières	Moyenne journalière : 6 Moyenne mensuelle : 5	6	Évaluation en permanence

Les valeurs prescrites s'entendent à 3% d'O2.

Constats :

Les résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques liés à la chaudière n°2 ont été vus en inspection. Les résultats de janvier 2025 ont été vus.

L'inspection constate que toutes les mesures sont conformes mais que :

- l'humidité n'est pas mesurée. **L'exploitant devra réaliser cette mesure lors de ses prochaines campagnes.**
- 6 valeurs journalières en NOX dépassent la concentration autorisée de 66 mg/Nm3 (jusqu'à 77 mg/Nm3). **L'exploitant doit veiller à ce que les valeurs limites en NOX soient respectées.**

Observations :

Reprise de la demande d'action corrective n°2 : L'exploitant mesure le taux d'humidité lors de ses campagnes de mesures de ses rejets atmosphériques.

Demande d'action corrective n°3 : Les valeurs en concentration en NOX au rejet de la chaudière n°2 ne doivent pas dépasser les VLE autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Démantèlement des chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2022, article Article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Démantèlement
Prescription contrôlée : L'exploitant soumet à l'IIC [...] un planning prévisionnel relatif au démantèlement des chaudières 4 et 6 et des installations associées. La transmission est requise sous trois mois à compter de la notification de présent arrêté.
Constats : La question du démantèlement des chaudières n°4 et 6 a été évoquée en inspection. L'exploitant a rappelé que, dans un courrier du 13 avril 2022, il avait indiqué que : <ul style="list-style-type: none">• Les chaudières BW4 / BW5 sont à l'arrêt définitif depuis plusieurs années ;• La chaudière n°6 cessera son activité le 31/12/2022 ;• La chaudière n°3 au charbon cessera son activité à la mise en service de la chaudière n°2. Celle-ci ne doit cependant pas être démantelée car sa réutilisation avec un combustible biomasse est possible, sous couvert de l'autorisation de l'administration. L'Inspection constate que les chaudières 4 et 6 n'ont pas été démantelées à ce jour contrairement à la prescription de l'arrêté préfectoral du site. L'exploitant doit fournir un planning relatif au démantèlement des chaudières 4 et 6, sous peine de suites administratives.
Observations : <u>Demande d'action corrective n°4</u> : L'exploitant fournit un planning relatif au démantèlement des chaudières 4 et 6, sous peine de suites administratives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois